
Chefferie, Bétail et Politique : Un notable kanak contre la revendication d'indépendance en Nouvelle-Calédonie

Benoît Trépied *Centre national de la recherche scientifique, Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (CNRS-IRIS)*

Résumé : Cet article propose une ethnographie du militantisme autochtone contre l'indépendance en Nouvelle-Calédonie à partir de la trajectoire singulière d'Auguste Poadja, un leader kanak « loyaliste » de la commune rurale de Koné. Au-delà des explications classiques en termes « d'aliénation », son engagement politique découlait en pratique d'une stratégie de domination locale, fondée sur une double collaboration avec l'État français et les éleveurs européens. Dans cette perspective, son hostilité envers la décolonisation exprimait d'abord le refus de toute modification des règles du « jeu colonial » auxquelles il s'était conformé, en tant que « grand chef » et « stockman ». À partir des enjeux et des conflits locaux articulés au débat plus large sur l'indépendance, cette ethnographie historique du loyalisme politique kanak souligne finalement toute la complexité des dynamiques coloniales appréhendées « au ras du sol ».

Mots-clés : Décolonisation, relations raciales, politique, chefferie, bétail, France d'Outre-Mer, Nouvelle-Calédonie

Abstract: This paper provides an ethnography of indigenous activism against independence in New Caledonia, through the case of Auguste Poadja, a Kanak “loyalist” leader from the rural municipal district of Koné. Beyond classical explanations in terms of “alienation,” his political commitment was related in practical terms to a strategy of local domination, based on collaboration with both the French State and the white settlers. In this perspective, his hostility to decolonization reflected his refusal to have the rules of the “colonial game”—which he had been playing both as a “grand chef” and a “stockman”—changed. While analysing local stakes and conflicts articulated to the wider debate on independence, this historical ethnography of Kanak political “loyalism” eventually underlines the complexity of colonial dynamics when seen “from below.”

Keywords: Decolonization, race relations, politics, chieftdom, cattle industry, France's Overseas Territories, New Caledonia

Introduction

Au cours des années 1970, le mouvement indépendantiste kanak a émergé sur la scène politique de la Nouvelle-Calédonie en produisant un discours militant nouveau axé sur la dénonciation du fait colonial. Dans cette ancienne colonie de peuplement française du Pacifique Sud, comptant 133 000 habitants selon le recensement de 1976 (dont 42 pour cent d'autochtones kanak), la remise en cause des rapports sociaux hérités de la colonisation s'est articulée de façon étroite aux souvenirs des injustices et des violences de la période coloniale statutaire proprement dite (1853–1946), transmis par les « vieux »¹, de génération en génération, jusqu'aux leaders nationalistes (Tjibaou 1996). Originaire de la « tribu » (village kanak) de Poindah au sein de la commune rurale de Koné (nord-ouest) où j'ai mené une enquête de terrain approfondie entre 2002 et 2004, Auguste Poadja (1916–2005) était l'un de ces témoins de l'époque coloniale. Les propos qu'il m'a tenus sur les spoliations foncières et le travail forcé, retranscrits ci-dessous, s'inscrivaient parfaitement dans ce type de mémoires kanak incorporées à la matrice nationaliste. Et pourtant, Auguste Poadja a longtemps été l'un des principaux leaders kanak anti-indépendantistes de Koné :

Les colons européens, quand ils sont arrivés avec leur bétail, ils lâchent leur bétail, et puis les malheureux Kanak, ils ont pas les moyens pour acheter les fils et faire les barrières, pour empêcher le bétail d'aller dans les champs pour la nourriture des Mélanésiens... Pour éviter les histoires, les Mélanésiens ils s'en vont, vers le bas fond de la parcelle, auprès de la Chaîne centrale ...

Vous voyez la route, là, maintenant on passe en voiture, mais avant, on entretient ça à la pioche. Ils nous mettent quinze jours, à travailler là-dessus, mais la paie, il y en a pas. Et encore, il y a un contre-maître qui nous garde, qui surveille le travail. Tu veux aller quelque part, il faut demander la permission. Ils nous ont conduits comme des esclaves, dans

le temps... Ils passaient par les gendarmes, et puis les gendarmes venaient en tribu, « toi tu vas aller », tu vas pas dire non, parce que si tu refuses, tu vas en bas en prison, on dit « à la boîte ». [Entretien avec Auguste Poadja, tribu de Poindah, 10 décembre 2003]

Au moment des affrontements violents de 1984–1988 entre partisans et adversaires de l'indépendance kanak (« les événements », selon l'euphémisme utilisé localement), Auguste Poadja militait activement au sein du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), le principal parti « loyaliste » (en tant qu'il affirmait sa loyauté politique à la France), très majoritairement non mélanésien et partisan du statu quo colonial. Entre 1982 et 1988, il présida également Fraternité calédonienne, une association anti-indépendantiste radicale. À cette époque, une minorité de 15 à 20 pour cent des électeurs kanak votait systématiquement contre les partis indépendantistes (Soriano 2001). Dans la commune de Koné, seul le bureau de vote de Poindah laissait apparaître la permanence d'un vote kanak RPCR à hauteur de 20 à 30 bulletins au fil des élections des années 1980, soit entre 13 et 25 pour cent des votants². Enfin, trois des quatre Kanak du RPCR élus à la mairie de Koné depuis 1983 venaient de cette tribu. De ces constats découle une interrogation qui guide cet article : comment peut-on être, à l'image d'Auguste Poadja, kanak et anti-indépendantiste? Comment comprendre que des colonisés—comme ceux vivant à Poindah—puissent soutenir le parti colonial?

Pour une ethnographie historique du loyalisme politique kanak

Les interprétations les plus courantes à ce sujet analysent ce type de comportements en termes d'« aliénation » ou de « fausse conscience » des colonisés (Fanon 1952; Saïd 1980). Nous avons cependant fait le choix de répondre autrement à cette interrogation, au moyen d'une ethnographie historique du politique résolument pragmatique, tournée vers le croisement des sources ethnographiques et archivistiques et attentive à leur historicité propre (Sahlins 1989; Comaroff et Comaroff 1991, 1997; Thomas 1997). En retraçant minutieusement l'espace social des discours et des pratiques ordinaires, cette approche permet de replacer les comportements politiques dans l'ensemble des logiques sociales à travers lesquelles ils prennent sens et forme aux yeux des acteurs, et de rendre ainsi intelligibles des attitudes qu'une analyse politologique uniquement centrée sur les discours idéologiques pourrait juger incohérentes. La méthode ethnographique a l'avantage de mettre à

distance les normes de la politique légitime et d'appréhender concrètement, à partir des enjeux locaux et des trajectoires des acteurs, les diverses dimensions du travail de mobilisation et d'encadrement mené « au ras du sol » en fonction d'une multitude de ressources (sociales, économiques, familiales, etc.). Si plusieurs recherches de ce type ont déjà mis en lumière certaines logiques sociales de l'engagement militant et de la fragmentation partisane à l'intérieur du monde kanak depuis les années 1970 (Dornoy 1984; Soriano 2001; Demmer 2002; Mokaddem 2010; Naepels 2013), l'originalité du présent article tient au fait qu'il traite du cas largement méconnu des Kanak anti-indépendantistes.

Cette approche ethnographique offre également un contrepoint intéressant vis-à-vis des discours qui tantôt passent sous silence, tantôt stigmatisent les « indigènes » ayant pris une part active et dynamique à la colonisation. Dans l'ancienne historiographie impériale, les colonisés n'apparaissent généralement que comme des victimes passives, statiques et sans ressources face à un inexorable rouleau compresseur colonial. Les historiographies nationalistes ont renversé cette dichotomie en transformant les indigènes passifs en résistants héroïques, sans pour autant modifier la répartition des rôles entre une puissance impériale qui conserve l'initiative et des indigènes qui ne se définissent qu'en réaction vis-à-vis de celle-ci. Ces travaux, qui ne lisent les dynamiques coloniales qu'au travers d'oppositions binaires inconciliables (résistance/collaboration, colon/colonisé, tradition/modernité, etc.), disqualifient d'emblée les études sur les (rares?) colonisés qui ont pu, pour une raison ou une autre, « jouer le jeu colonial ». Ce type d'analyse apparaît doublement illégitime, comme le souligne Laure Blévis à propos des indigènes naturalisés de l'Algérie coloniale :

[I]llégitime par rapport à l'histoire contemporaine algérienne qui exalte l'héroïsme des premiers mouvements nationalistes et a rejeté les naturalisés comme autant de « collaborateurs », et illégitime par rapport à ce qu'a représenté le groupe des naturalisés, minoritaire et peu représentatif de la masse de la population algérienne. [Blévis 2003:44–45]

De même, dans le contexte violent des « événements » de 1984–1988, les principaux journaux indépendantistes (*Kanak*, *L'Avenir Calédonien*, *Bwenando*, etc.) et les leaders du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), à l'image de son président Jean-Marie Tjibaou (1996:253), ont-ils qualifié à plusieurs reprises les Kanak loyalistes de « traîtres » et de « collabos ».

En termes analytiques (et non pas militants), certains chercheurs ont pourtant souligné tout l'intérêt que pouvait revêtir une recherche sur les loyalistes indigènes, aussi minoritaires ou stigmatisés fussent-ils. Bruce Berman et John Lonsdale (1992) montrent ainsi comment, dans le Kenya colonial, le rejet des mouvements nationalistes a été élaboré à l'intérieur d'ordres moraux localement cohérents, mobilisant à la fois certains aspects de l'idéologie coloniale (christianisme, éducation, modèle agricole européen) et d'autres valeurs spécifiquement kikuyu (respect des aînés) pour disqualifier les jeunes leaders indépendantistes. Dans l'Algérie coloniale, de fortes incitations matérielles (meilleurs salaires, avantages sociaux) pouvaient expliquer les demandes indigènes de naturalisation (Sayad 1999); mais comme le note Laure Blévis, on ne peut non plus exclure qu'elles aient été motivées « par l'adhésion des postulants au mythe assimilateur de la civilisation française » (Blévis 2003:45-46). Plus largement, à l'image des métis indo-chinois (Saada 2007), des instituteurs algériens (Colonna 1975) ou des combattants ouest-africains de l'armée française (Mann 2006), le groupe des Kanak loyalistes offre une entrée stimulante pour penser les tensions et les ambiguïtés d'un ordre colonial où les diverses interactions et les médiations entre colonisateurs et colonisés ne cessent de brouiller les frontières des catégories pré-établies. S'intéresser à ce type de trajectoires permet bien, en ce sens, de ne pas « aplatir la vie complexe des peuples vivant dans les colonies » (Cooper 1999:437).

Cet article a donc pour objectif d'examiner la question du loyalisme politique kanak à partir d'un « cas » singulier (Passeron et Revel 2005), celui d'Auguste Poadja, sans prétendre à la généralisation ou à l'exemplification, mais en tâchant de saisir par l'ethnographie et la micro-histoire l'imbrication concrète de plusieurs contextes et enjeux sociaux dans une situation politique donnée. Le choix d'Auguste Poadja renvoie notamment à la richesse de la diversité des sources dont je dispose à son sujet : aux nombreuses archives évoquant ses activités publiques des années 1960 à 1980 (rapports administratifs, presse quotidienne, bulletins partisans) s'ajoutent les quatre entretiens approfondis qu'il m'a accordés entre novembre 2002 et décembre 2003, dans le cadre de mon travail de terrain ethnographique à Poindah. En outre, plusieurs générations de chercheurs ont enquêté sur l'histoire kanak de Koné en ayant eu pour informateur privilégié Auguste Poadja lui-même (Guiart 1963; Saussol 1979; Bensa et Rivierre 1994; Trépiéd 2010; Muckle 2012). Il est donc possible aujourd'hui de croiser

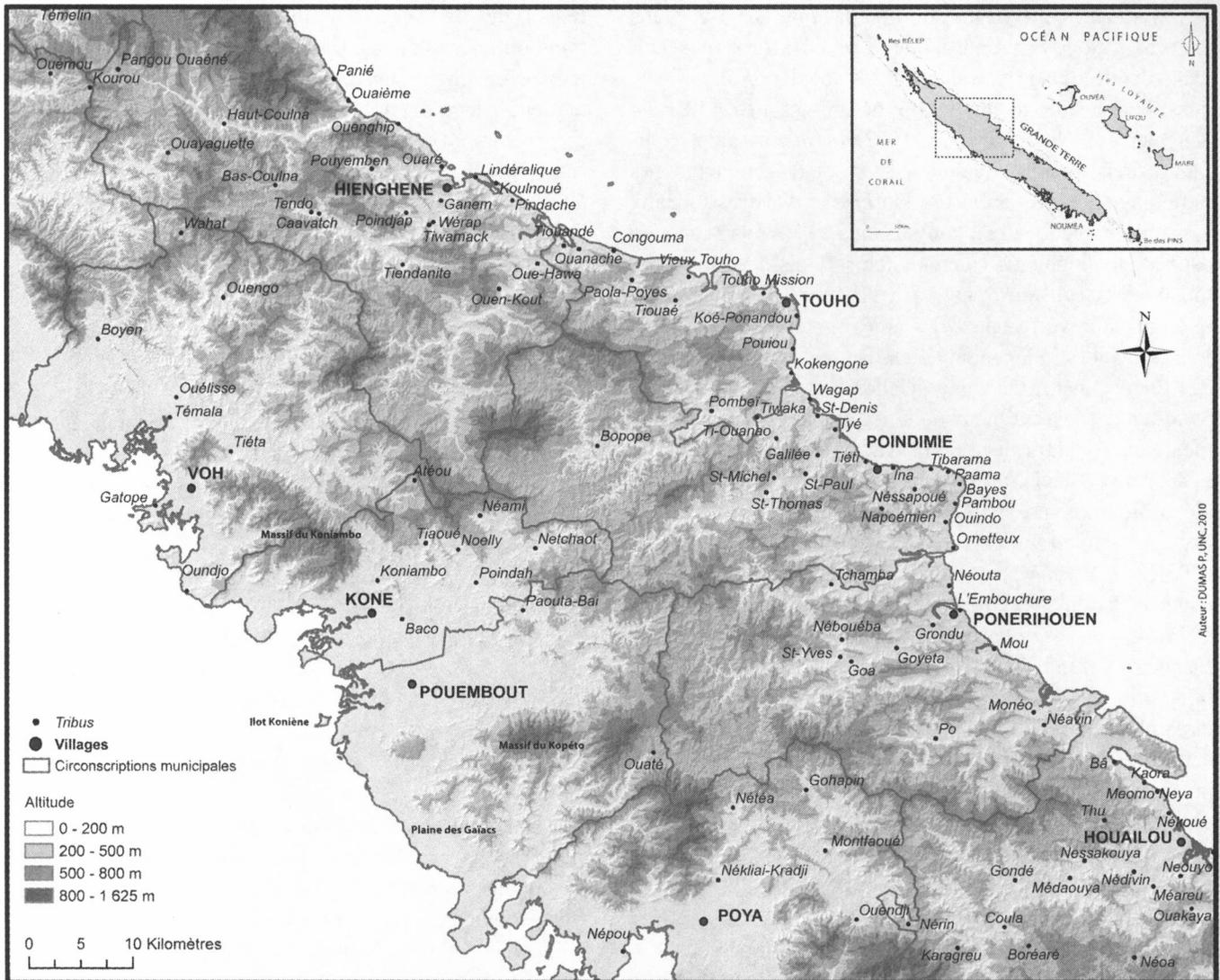
trois types de sources complémentaires (archives, entretiens ethnographiques, travaux scientifiques) pour examiner précisément l'ensemble des logiques sociales au fondement de l'engagement loyaliste du grand chef. Concrètement, le sens de son opposition à la revendication d'indépendance semblait lié en particulier à deux éléments : les stratégies sociopolitiques de sa famille et de son clan³ sur le long terme, d'une part, et ses propres activités professionnelles autour de l'élevage bovin extensif, d'autre part.

Cadrage historique : la Nouvelle-Calédonie coloniale

Les premiers habitants de l'île ont été nommés « Kanak » (mot polynésien) par Cook en 1774, puis « Canaques » par les Français. Devenu rapidement péjoratif, ce terme a été remplacé dans les textes officiels par « indigène », puis « autochtone » et « Mélanésien » après 1946. Dans les années 1970, les indépendantistes ont renversé le stigmate en faisant du terme « Kanak », invariable en genre et en nombre, un symbole identitaire et politique. Il a été officialisé sous cette forme par les Accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998), compromis politiques ayant clôturé la période insurrectionnelle des « événements » et organisant aujourd'hui l'évolution statutaire du pays.

Entre les années 1860 et 1920, l'île accueillit plusieurs vagues migratoires : bagnards, colons « libres » européens, engagés sous contrat océaniques et asiatiques. Cette colonisation de peuplement a suscité un vaste mouvement de spoliations foncières au détriment des Kanak. Au tournant du XX^e siècle, le gouverneur créa des « réserves indigènes » (représentant moins de 8% de la superficie de l'île principale) que les Kanak ne pouvaient pas quitter sans autorisation. L'administration y identifia des « tribus » à la tête desquelles furent nommés des « petits chefs », tandis qu'un « district indigène », avec à sa tête un « grand chef », réunissait plusieurs tribus. Hormis la nomination officielle par arrêté du gouverneur, aucune autre procédure formelle n'encadrerait la désignation des chefs, généralement laissée au choix des groupes locaux.

Avant 1946, les indigènes étaient soumis à diverses formes de travail contraint (prestations, réquisitions, engagement), à des taxes spéciales (impôt de capitation) et à un système répressif distinct du code pénal, le régime de l'indigénat. Toutes ces contraintes ont été abolies en 1946 avec l'accession des Kanak à la citoyenneté française. Les catégories administratives de l'époque coloniale (réserve, tribu, chefferie) ont en revanche été maintenues jusqu'à aujourd'hui.



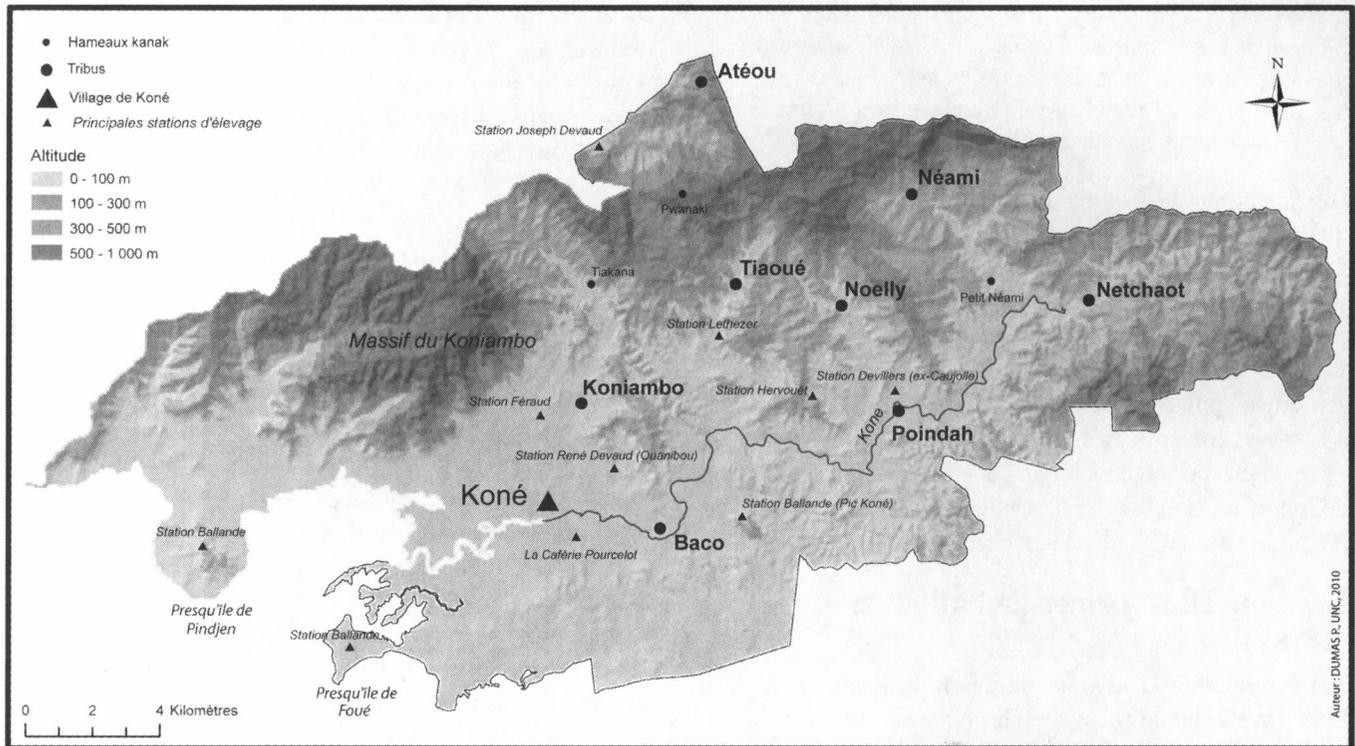
Le centre-nord de la Nouvelle-Calédonie.

Genèse d'une stratégie d'alliance (années 1860)

Depuis les années 1970, l'anthropologue Alban Bensa et le linguiste Jean-Claude Rivierre mènent des enquêtes ethnographiques approfondies auprès de plusieurs érudits de la région afin de recueillir, traduire et commenter des récits en langue païci sur l'histoire du « pays kanak de Koné », de la fin du XVIII^e siècle au début du XX^e siècle. Leurs recherches sur la grande chefferie administrative de Poindah les ont notamment conduits à s'intéresser à deux clans ayant joué un rôle central dans l'implantation de cette institution : les Görötù (clan d'Auguste Poadja) et les Nädù. L'analyse des généalogies suggère que Nädù et Görötù avaient scellé dans la région de Koné une alliance politique inédite sur la côte

ouest en pratiquant des échanges matrimoniaux répétés sur de nombreuses générations. Ils semblent avoir constitué un ensemble politique fort dans la moyenne vallée de la Koné, effaçant les traces des anciens occupants et guerroyant contre les clans rivaux localisés à la périphérie de leur territoire (Bensa et Rivierre 1994).

L'impératif méthodologique et théorique d'historicisation du savoir anthropologique (Thomas 1998) exige ici de rattacher ces représentations kanak sur le passé, recueillies dans les années 1970 et 1980, à l'engagement politique loyaliste d'Auguste Poadja à la même époque : celui-ci était l'un des principaux informateurs de Bensa et Rivierre. Les récits historiques qu'il leur confiait constituaient pour lui des références politiques significatives. Ainsi en 1975, Auguste Poadja raconta en détail à ces deux chercheurs la façon dont, au milieu du XIX^e



La commune de Koné, années 1970.

siècle, un membre du lignage Poadja (clan Görötû) du nom de Goodu avait migré depuis la côte est et avait été adopté par le lignage Gorohouna (clan Nädû) lors de son arrivée à Koné (récit reproduit dans Bensa et Goromido 2005:37–47). Goodu se lança alors dans de nombreuses guerres—recensées tant dans la mémoire kanak locale que dans les archives des missionnaires présents sur la côte est dans les années 1860—pour renforcer l’influence de l’institution politique qu’il dirigeait. Lorsqu’en 1865 l’armée coloniale débarqua pour la première fois dans la région afin d’enquêter sur le massacre perpétré contre les occupants de deux navires européens, les ennemis de Goodu, rencontrés par la troupe sur le rivage, imputèrent à celui-ci la responsabilité des désordres. Les militaires français et leurs nouveaux alliés kanak menèrent une campagne de répression contre lui, dont les archives européennes gardent la trace.

Au cours de cette période tourmentée—selon différents récits recueillis dans les années 1950 (Guiart 1963:107–110) et les années 1970 (Bensa et Goromido 2005:59–65)—Goodu semble s’être retourné contre les siens et avoir combattu les membres des clans Nädû et Görötû tentés d’adopter une attitude plus conciliante vis-à-vis du pouvoir colonial. L’un de ses frères, Bwaé Tiéou Katélia Poadja, se réfugia alors sous la protection des Français à Gatope, au bord de la mer. Face au refus

du guerrier de se soumettre à la troupe, « vint le jour où ils décidèrent de la façon de faire disparaître grand-père Goodu », racontait Auguste Poadja en 1975 (Bensa et Goromido 2005:69). Avec la complicité des Nädû et Görötû alliés avec l’armée, Goodu fut finalement tué le 13 janvier 1869. En 2003, la façon dont Auguste Poadja m’a raconté ces événements (en français) était sensiblement la même que lors de son entretien (en paicî) avec Bensa et Rivierre en 1975 :

[Katélia] est allé s’installer à Gatope, mais c’est pour éviter les guerres kanak. Parce qu’il y a un gars, je sais pas s’il est là son nom [pointant mon cahier], Goodu... Lui, il est resté, mais quelques jours après, il est après [il poursuit] les autres. Il a tué les mecs, il a bouffé les mecs. C’est comme ça que les parents, ils ont barré d’ici [les ascendants du narrateur sont partis]. Ils ont considéré Gatope comme campement pour eux. Ils habitent là. Et puis quand l’administration elle arrive, elle donne [le titre officiel de chef] au grand chef Katélia, « voilà, tu vas rester là, et tu fais ça ». Le grand chef Katélia, il pense : « c’est bon, on va donner à lui pour faire le travail [proposer à Goodu de devenir grand chef], comme ça il arrête d’écorcher les mecs et de bouffer les gens ». Et l’autre [Goodu] a répondu : « vous retournez avec l’affaire, vous dites à lui [Katélia] qu’il va faire [occuper les fonctions de grand chef], parce qu’il sait plus où aller » [il est

soumis aux Blancs]. Et c'est de là, le grand chef Katélia, avec plusieurs familles ... ils sont d'accord, « on va tuer le mec ». Ils ont donné un rendez-vous, ils sont partis tuer l'autre. [Entretien avec Auguste Poadja, tribu de Poindah, 10 décembre 2003]

Interlocuteur privilégié des militaires français depuis qu'il s'était réfugié à Gatope, Bwaé Tiéou Katélia Poadja fut officiellement reconnu par les autorités comme le principal « chef » de Koné (selon le vocabulaire administratif de l'époque) après la mort de Goodu. Lorsqu'en 1898 le Service des affaires indigènes réorganisa les structures politiques indigènes, il fut nommé grand chef à la tête du district de Poindah, tandis que d'autres alliés devenaient petits chefs dans les tribus du district. À la mort du premier grand chef en 1902, son fils Téin Antoine Katélia Poadja lui succéda.

Les nouvelles formes de l'alliance (1878–1988)

Fondée en 1869, l'alliance des Nädù et des Görötù avec le pouvoir colonial fut remobilisée en de nombreuses occasions ultérieures, de la grande insurrection kanak de 1878 à celle de 1917, en passant par les révoltes sporadiques du centre et du nord de la Grande Terre dans les années 1880–1910 : chaque fois que ces affrontements menaçaient la paix coloniale, la grande chefferie fournissait à la troupe des auxiliaires indigènes. En outre, dès le tournant du XX^e siècle, les Nädù et les Görötù déclinaient de façon particulière la stratégie d'alliance élaborée par leurs ascendants en l'adaptant aux nouvelles formes de la collaboration coloniale. Relais privilégiés des autorités administratives puis, dans la même dynamique, des premiers colons et missionnaires au tournant du siècle, les dignitaires de la grande chefferie s'engagèrent progressivement dans les nouvelles activités sociales fondées sur les interactions avec les Blancs, comme par exemple l'élevage ou la religion. Dans cette perspective, l'accumulation des divers attributs de la notabilité coloniale (chef, diacre, stockman) tendait à renforcer, tout autant que l'emprise européenne elle-même, leur propre pouvoir local (Trépiéd 2010:116–146).

Après l'abolition du régime de l'indigénat et l'extension de la citoyenneté aux Kanak en 1946 (et jusqu'à l'irruption de la revendication indépendantiste kanak dans les années 1970), le débat politique en Nouvelle-Calédonie fut marqué par l'émergence puis le triomphe électoral de « l'Union calédonienne » (UC) qui prit le pouvoir au Conseil général et dans de nombreuses mairies (dont celle de Koné) et capta le seul siège de député de la Nouvelle-Calédonie à Paris. Doté du slogan « deux couleurs, un seul peuple », élaboré par ses fonda-

teurs comme une déclinaison locale du nouveau pacte impérial égalitaire de « l'Union française », ce parti politique réformiste et modéré regroupait une importante minorité de citoyens européens et la grande majorité des électeurs et des militants mélanésiens, dont la participation politique était strictement encadrée par les Missions et par les chefs. Schématiquement, le programme de l'UC consistait à améliorer les conditions de vie matérielles en tribu (eau, routes, écoles, santé, etc.) sans modifier fondamentalement l'ordre social hérité de la période coloniale—prolongeant ainsi le statu quo de la « paix coloniale » instaurée à la fin du XIX^e siècle (Trépiéd 2011). En 1963, tandis que l'UC dominait la scène politique calédonienne et que Téin Antoine Katélia Poadja venait de décéder à Poindah, les soutiens et alliés de la grande chefferie désignèrent comme successeur son neveu Auguste Poadja, alors âgé de 47 ans. À l'image de nombreux autres notables administratifs et religieux mélanésiens, le nouveau grand chef devint au même moment un pilier de l'Union calédonienne lors du congrès du parti organisé à Koné :

C'était en 63. À ce moment-là, c'était Roch Pidjot le président de l'UC. Moi, au début je fais pas partie de l'UC, mais quand ils m'ont vu à Koné—j'étais nommé déjà grand-chef à ce moment-là—Roch Pidjot il m'a demandé de rentrer avec eux... À ce moment-là, ils m'ont nommé au comité directeur. [Entretien avec Auguste Poadja, tribu de Poindah, 30 mai 2003]

Le règne de l'UC prit fin dans le courant des années 1970, lors du virage indépendantiste qu'initièrent les nouveaux partis fondés par les premiers étudiants mélanésiens de retour des universités de France métropolitaine (le premier diplômé kanak de l'enseignement supérieur datait de 1968). En 1977, lors de son congrès organisé à Bourail, l'UC vota à son tour une motion en faveur de l'indépendance kanak, suscitant le départ de la quasi-totalité de ses militants européens. C'est à cette occasion qu'Auguste Poadja quitta l'UC pour rejoindre le RPCR quelques temps plus tard. Son retournement partisan n'était pas un acte isolé : ses alliés et soutiens coutumiers que j'ai interrogés à Poindah indiquent avoir voté ou milité au RPCR par fidélité au grand chef et à l'institution qu'il personnifiait. La relation clanique étroite entre Auguste Poadja et Michel Poayou—tous deux membres du clan Görötù et habitants de Poindah—a par exemple joué un rôle prépondérant dans l'élection de ce dernier comme conseiller municipal RPCR en 1983 :

Je suis rentré à la municipalité, c'était le moment où il y avait deux tendances : il y a l'Union calédonienne, à l'époque, et le RPCR. Ils disaient de faire deux listes.

Moi, j'étais pas dans ce cas-là, j'étais pas membre de politique, non. J'étais simplement un gars sans étiquette... Je suis descendu avec grand chef en bas au village, le vieux grand chef [Auguste Poadja], et avec le vieux Victor. On est parti, on est allé à la réunion, c'était le RPCR. Après, on a fait la liste... C'était un arrangement avec le vieux grand chef. [Entretien avec Michel Poayou, tribu de Poindah, 16 avril 2004]

Bensa et Rivierre défendent l'hypothèse d'un lien historique déployé sur le temps long entre la stratégie élaborée en 1869 par les Nädù-Görötù et les comportements politiques de leurs descendants dans les années 1980. Leur engagement électoral, militant ou municipal en faveur du RPCR aurait constitué la manifestation la plus récente de l'alliance nouée par leurs aïeux avec le pouvoir français. De même, les anciennes rivalités entre les Nädù-Görötù et leurs adversaires locaux auraient recoupé non seulement les épisodes insurrectionnels de la période coloniale, mais aussi ceux des années 1980 (Bensa et Rivierre 1994:34-35). Effectivement, on ne peut qu'être frappé par la cohérence des choix stratégiques répétés des Nädù et des Görötù de la grande chefferie à plus d'un siècle de distance. Prendre la pleine mesure de l'historicité de l'enquête ethnographique suppose d'insister à cet égard sur la temporalité des récits que Bensa et Rivierre ont recueillis : leurs interlocuteurs ont très précisément évoqué les affrontements, stratégies et « coups » politiques du XIX^e siècle entre les Nädù-Görötù, leurs adversaires locaux puis l'armée française lors d'entretiens ethnographiques réalisés dans les années 1970 et 1980, au moment de l'irruption de la revendication indépendantiste. À l'intérieur du district de Poindah, alors que chacun était plus ou moins sommé de prendre position sur ce nouveau débat, les références politiques anciennes semblaient toujours prégnantes. Dès lors, il fait peu de doute que l'engagement contre l'indépendance apparaissait clairement aux yeux des membres des clans Nädù et Görötù de Poindah comme l'expression d'une fidélité politique à la parole de leurs « vieux ».

Néanmoins, les conditions concrètes du passage au RPCR ne se réduisaient pas non plus uniquement à une reproduction mécanique de la stratégie d'alliance fondée en 1869. L'apparente similitude entre les comportements politiques endossés lors des troubles de l'époque coloniale et pendant les « événements » ne doit pas masquer les autres logiques sociopolitiques qui se sont superposées à ces clivages anciens. Pour Auguste Poadja en particulier, les enjeux fonciers et pastoraux se sont révélés déterminants dans son basculement du côté de l'activisme pro-français.

Les projets d'élevage d'un grand chef stockman

Dès les années 1970, le mot d'ordre consistant à récupérer les terres spoliées au cours de la période coloniale a constitué l'un des plus importants leviers de la mobilisation indépendantiste, aux côtés des questions de reconnaissance culturelle. Il a débouché au début des années 1980 sur des occupations de terres—virant parfois à l'affrontement—et sur une réforme foncière entreprise à contretemps, au gré des rapports de force politiques du moment, par les pouvoirs publics. Or, Auguste Poadja a toujours défendu la légitimité du modèle colonial de mise en valeur pastorale des terres, qu'il avait personnellement appris au contact des éleveurs puis reproduit à son propre compte, contre le principe des revendications foncières menées par les indépendantistes au nom des droits du peuple kanak colonisé. La confrontation entre ces deux conceptions allait se révéler particulièrement conflictuelle.

L'historiographie australienne et nord-américaine a depuis longtemps souligné la position-clé occupée par les gardiens de bétail indigènes, qu'ils soient *stockmen* aborigènes (McGrath 1987) ou *cowboys* amérindiens (Iverson 1997) dans les médiations coloniales, contrairement aux travaux sur la Nouvelle-Calédonie, longtemps muets sur le sujet (voir cependant Muckle et Trépiéd 2010). L'élevage bovin extensif occupait pourtant une place centrale dans les relations nouées de part et d'autre de la frontière coloniale calédonienne—au moins dans les grandes plaines de la côte ouest, comme celle de Koné, propices à ce type d'activité. Ainsi, quand Auguste Poadja fut nommé grand chef en 1963, il était déjà depuis plusieurs décennies l'un des meilleurs stockmen kanak de la région de Koné. Né en 1916 à Poindah, il avait commencé à s'occuper du bétail dès la fin des années 1920 sur la « station »⁴ voisine de la tribu, que le colon Léopold Devillers racheta en 1929. C'est d'abord à son contact qu'il apprit le métier de stockman et la langue française :

BT : Chez Devillers, vous avez travaillé longtemps?

AP : Ouh ! Depuis le début jusqu'à la fin. Je suis parti de chez lui pour travailler chez Bouillet, et de là chez Videault, et quand je reviens ici à Poindah, je travaille toujours avec lui, avec le vieux Léopold. C'est malheureux, il est mort, mais s'il a quelque chose, il l'a pas volé. Ouh la la, c'est un travailleur... À partir de 1928, 1930, 31, j'ai travaillé pour Devillers. [Entretien avec Auguste Poadja, tribu de Poindah, 30 mai 2003]

Cette compétence linguistique, ainsi que ses relations quotidiennes avec les éleveurs blancs (de travail mais aussi de camaraderie), constituèrent des atouts

déterminants pour sa « carrière » de représentant. C'était par exemple le cas lorsqu'il se porta volontaire pendant la Deuxième Guerre mondiale : « À l'armée, il y a les vieux qui connaissent pas parler français. Alors ceux qui parlent la même langue que moi, c'est moi qui fait le porte-parole ». À partir de 1963, il assumait ses nouvelles fonctions de grand chef et de membre du comité directeur de l'UC tout en continuant à travailler à plein temps comme stockman.

En parallèle, il fit l'acquisition, à titre personnel, de plusieurs dizaines de têtes de bétail : d'après l'enquête de terrain menée en 1965 par le géographe Alain Saussol (1979:423–425), le grand chef possédait cette année-là une quarantaine de têtes, dont une partie paissait sur la réserve de Poindah et une autre sur la propriété Devillers. Puis en 1969, dans le cadre du programme de « Promotion mélanésienne », le Service de l'Agriculture proposa aux autorités coutumières du district de Poindah de créer une Société civile d'élevage. Une quinzaine d'habitants s'investirent dans l'opération et devinrent sociétaires. Chacun d'eux apporta 10 000 francs CFP (environ 110 dollars canadiens) et trois têtes de bétail pour constituer le capital de départ. De son côté, l'administration octroyait à la Société 1 515 hectares répartis en trois lots discontinus, dont le plus apte à la mise en valeur pastorale, d'une superficie de 550 hectares, avait précédemment appartenu aux Devillers et était situé entre les réserves de Néami et Netchaot et la propriété du colon (Saussol 1979:423–427).

Auguste Poadja fut élu président de la Société civile d'élevage de Poindah dès sa création en 1969. Son investissement dans les affaires du groupement se confondait alors avec ses propres intérêts : à la même époque, en amont des terres affectées de la Société, il avait acquis un terrain mitoyen de 400 hectares, en propriété privée, selon les facilités accordées aux « enfants du pays », en contrepartie d'un engagement de mise en valeur agricole. Le grand chef se trouvait donc dans les années 1970 à la tête d'un vaste domaine d'élevage :

Quand on a créé la Société civile d'élevage, on fait des réunions. Et les gens, la tribu de Netchaot, Noelly, Bopope, ils ont confié à moi comme gérant. Pourquoi, c'est parce que je travaillais beaucoup le bétail, bien avant les autres. Je sais à peu près comment il faut le faire Après, j'ai fait une demande au Service du Domaine, pour moi et pour mon fils. On m'a accepté, et j'ai 400 hectares, privé, personnel. Plus 445 hectares pour la Société civile, j'ai 1200 hectares à peu près.

[Entretien avec Auguste Poadja, tribu de Poindah, 30 mai 2003]⁵

Sa capacité à socialiser et son savoir-faire liés au métier de stockman ont joué un rôle prépondérant dans la définition des projets portés par Auguste Poadja au tournant des années 1970 dans le cadre de son « mandat » de grand chef, voire de responsable local de l'UC. Son imprégnation des pratiques et de l'idéologie de ses employeurs européens autour du modèle de l'éleveur-entrepreneur conditionnait et délimitait le champ des activités économiques qu'il promouvait à l'échelle du district. Celles-ci étaient essentiellement envisagées dans le secteur agricole et pastoral, à travers la mise en place d'une gestion rationalisée des troupeaux et des pâturages. En proposant en somme de concurrencer les colons de la région sur leur propre terrain, à travers une réappropriation du modèle économique occidental et dans la continuité du mythe « assimilationniste » de la colonisation française, il inscrivait ses projets d'élevage dans la haute vallée de la Koné dans une perspective plus large de développement économique au profit des Kanak :

Je me vante pas, j'ai pas été à l'école comme les autres, mais je crois bien que je suis le premier qui est monté comme ça. Parce que je travaille beaucoup avec les Européens qui font le bétail. Et comme je vois comme ça, je pense : « mais pourquoi qu'on fait pas autant? On est chez nous, mais on reste comme ça, ils vont tout enlever, et nous on va vivre de quoi? »

[Entretien avec Auguste Poadja, tribu de Poindah, 30 mai 2003]

Plus de 30 ans après les faits, cette évocation des logiques sous-tendant son action dans le domaine de l'élevage, si elle doit être nuancée en raison de son caractère rétrospectif, mérite néanmoins d'être signalée comme témoignant d'une idéologie développementiste qui n'est pas très éloignée du modèle impulsé par les leaders indépendantistes depuis les Accords de Matignon de 1988 autour de la « construction de l'indépendance » (Leblic 1993; Freyss 1995). En pratique néanmoins, la délimitation des parcelles gérées par le grand chef et sa collaboration avec la famille Devillers suscitèrent le mécontentement des habitants des tribus riveraines.

Litiges fonciers (1969–1979)

Au tournant des années 1970, la définition des limites des terrains de la Société civile et du grand chef posa problème. D'une part, la parcelle de 550 hectares affectée à la Société avait été cédée à l'administration par Léopold Devillers en contrepartie d'un terrain domanial jouxtant sa propriété; l'échange des parcelles fit l'objet d'une polémique dès 1969 quant à la définition exacte de la frontière séparant les deux lots. Léopold Devillers obtint alors le soutien d'Auguste Poadja contre les autres sociétaires

kanak (Saussol 1979:426). De ce climat de discorde découla le « relâchement des sociétaires » observé par l'administration dès 1970, ce qui eut pour effet de renforcer la mainmise du grand chef sur le Société. D'autre part, la délimitation des terrains privés d'Auguste Poadja suscita la colère des habitants de Néami : selon eux, sa propriété empiétait sur la réserve de la tribu. En 1982, les dirigeants de cette dernière publièrent un texte retraçant l'origine du problème dans le quotidien local :

- 1969–1970 : le géomètre Mathian et le Grand Chef ont été rejoints sur le terrain par la tribu. Il a été constaté que les limites étaient rentrées de 120 mètres dans la réserve. Pour calmer les gens de la tribu, il a été dit que chacun pourrait y mettre son bétail. Mais lorsque la barrière a été fermée, un cadenas a fermé la porte, empêchant l'accès au terrain et par là même au creek [ruisseau] où buvait ultérieurement le bétail.
- Mars 1972 : avec l'aide du géomètre de Koné, le Grand Chef a avancé la barrière de cinq mètres à l'intérieur de la réserve à l'occasion d'une réfection.
- Septembre 1979 : À l'occasion d'un défrichement de parcelles ... les gens de la tribu s'aperçoivent que de nouvelles bornes ont été mises par le géomètre de Koné, à 30 mètres à l'intérieur de la réserve.

[*Les Nouvelles Calédoniennes*, 18 avril 1982]

La mise en place des deux exploitations gérées par Auguste Poadja suscita donc un clivage croissant tout au long des années 1970 entre, d'un côté, les habitants des tribus, et de l'autre, le tandem Poadja-Devillers. L'ancienne alliance entre le grand chef et les Devillers se traduisait en effet par une étroite collaboration dans la gestion du bétail paissant sur les trois domaines contigus de la haute vallée de la Koné (la station Devillers, les parcelles de la Société civile et les terrains du grand chef). Lorsque les militants des premiers partis indépendantistes abordèrent frontalement le problème des spoliations foncières au milieu des années 1970, ce thème se révéla donc porteur dans les tribus du district de Poindah : il renvoyait non seulement au refoulement foncier des années 1900, mais aussi au contentieux récent de 1969–1970 avec le grand chef et Devillers. Le discours des nationalistes kanak sur les terres et l'indépendance était localement appréhendé à la lumière du conflit opposant les habitants de la Chaîne centrale montagnaise au couple Poadja-Devillers.

Inversement, les bons rapports du grand chef avec la famille Devillers contribuaient à le faire adhérer au point de vue des Européens sur l'illégitimité des revendications foncières kanak. Ayant profondément incorporé l'habitus social de l'éleveur (Bourdieu 2000), du

fait qu'il avait adopté le même modèle d'exploitation pastorale que les colons, voire les mêmes pratiques de « grignotage foncier », Auguste Poadja avait, semble-t-il, de façon identique endossé l'idéologie coloniale dominante. Son opposition résolue au principe des revendications foncières était cohérente vis-à-vis de sa stratégie déployée depuis les années 1960, qui consistait à obtenir des terres dans un cadre juridique et politique donné, avant que celui-ci ne soit bouleversé par la mobilisation indépendantiste kanak. Son refus du mot d'ordre indépendantiste renvoyait avant tout au coût—en temps, en travail et en argent—qu'avaient concrètement exigé l'acquisition et la mise en valeur pastorale de ses terrains privés et de ceux de la Société civile. C'est à l'échelle de la valeur qu'il plaçait dans le travail accompli par lui et par les éleveurs européens, qu'il condamnait le principe des revendications foncières dans une entrevue datée de 1983 :

Aujourd'hui, on veut chasser les colons, pourquoi? Ils travaillent et ils ont travaillé ! Moi j'ai investi, j'ai une propriété, je paie des impôts... Quand j'ai voulu acheter ma propriété, j'ai eu des conditions de mise en valeur. Aujourd'hui, parce qu'un ministre a dit que la terre devait revenir aux Mélanésiens, on fait des revendications de terres : et je trouve que ce n'est pas normal qu'on donne certaines propriétés sans condition et qu'elles ne profitent à personne. Je ne veux pas revenir sur ce qui s'est passé avant, mais je ne veux pas chasser les colons. [*Les Nouvelles Calédoniennes*, 7 janvier 1983]⁶

Affrontements et radicalisation partisane (1982–1984)

Le 17 juillet 1981, des représentants indépendantistes des tribus de Koné et des communes voisines créèrent un « Comité de revendications des terres de la côte ouest ». Le secrétaire de l'association était René Guiart, fils de l'ethnologue Jean Guiart, vivant depuis décembre 1980 dans les tribus de la région. Son journal publié en 2001 constitue une source de première main essentielle à la compréhension des actions foncières dans la région de Koné.

Le Comité et les militants indépendantistes de la région s'engagèrent rapidement dans la récupération des terres occupées par la famille Devillers et Auguste Poadja dans la haute vallée de la Koné. Un cahier de revendications concernant les terrains du grand chef et des Devillers avait déjà été remis en août 1981 au ministre de l'Outre-mer lors de sa visite à Koné. En avril 1982, *Les Nouvelles Calédoniennes* (unique quotidien de l'île) rapportaient qu'un vol de bétail commis sur la propriété du grand chef était revendiqué par l'ensemble

des habitants de la tribu de Néami⁷. Dans un courrier envoyé au journal, les autorités tribales de Néami présentaient les événements d'août 1981 et d'avril 1982 comme la conséquence des litiges fonciers de 1969–1970 :

[Extrait de la lettre du Conseil des anciens de Néami] : Nous revendiquons cette action comme une action politique Cette action est symbolique, elle a été réalisée par la tribu. La viande a été partagée entre tous les membres, ils devraient donc tous être arrêtés pour recel selon le code pénal français.

[... Suite de l'article] : Après avoir rappelé que la tribu avait besoin de terre, le Conseil termine sur une double menace en précisant que du bétail supplémentaire serait abattu si la plainte n'était pas retirée, et si les fusils saisis n'étaient pas rendus. [*Les Nouvelles Calédoniennes*, 15 avril 1982]

Le grand chef avait déjà quitté l'UC en 1977–1978 pour devenir membre du RPCR. À partir du moment où les revendications foncières passèrent en phase active et impliquèrent des actes violents de part et d'autre, il s'engagea dans l'Association fraternité calédonienne, un groupuscule radical proche du RPCR. La proximité de ces événements dans le temps semble désigner le conflit foncier comme déclencheur de ce nouvel investissement partisan : alors que les premières actions violentes entreprises contre sa propriété remontaient au 31 mars 1982, c'est le 17 avril 1982 que le bureau directeur de Fraternité Calédonienne désigna Auguste Poadja comme son nouveau président⁸.

Le grand chef prit également fait et cause pour Jean-Claude Devillers lorsque sa propriété fut occupée par le Comité les 13 et 14 novembre 1982 (Guiart 2001:120–136). Au matin du 13 novembre, autour du barrage dressé à Poindah par le Comité, selon *Les Nouvelles Calédoniennes*, « un incident (uniquement verbal et heureusement sans heurts) a opposé des Mélanésiens du clan Poadja et des “anti-Poadja” »⁹. À la mi-journée, indique René Guiart (2001:129), « le grand chef est parti établir son QG chez Devillers ». C'est également en référence à l'épisode des tombes qu'il aurait fait creuser et des « tabous » (interdits coutumiers) qu'il aurait posés, que le grand chef est mentionné par René Guiart :

Quelle ne fut pas leur surprise [aux membres du Comité] d'y trouver deux tombes fraîchement creusées, chacune surmontée d'une croix, avec une espèce de couronne de feuilles les enserrant¹⁰. Deux tombes, l'une pour moi, l'autre pour le vieux Fessard, d'après les renseignements obtenus. Pendant que les blancs observaient à la jumelle, les fils du grand chef administratif de Poindah creusaient les tombes. [Guiart 2001:123]

Après l'action réussie des indépendantistes sur les terres de Jean-Claude Devillers, ce dernier se résolut à négocier la vente de sa propriété avec l'Office foncier; un accord fut trouvé à la fin de l'année 1983. En raison des lenteurs administratives et des tensions latentes, les militants des tribus décidèrent d'accélérer le mouvement le 24 janvier 1984 en menaçant d'incendier l'habitation de Jean-Claude Devillers s'il ne partait pas dans les trois jours. L'alliance politique entre le colon et Auguste Poadja était de nouveau dénoncée dans un courrier du Comité : « Vous, le Grand Chef et l'Office foncier, vous nous prenez pour des imbéciles. Vous continuez à faire des gestes hostiles à notre égard »¹¹. Finalement, dans la nuit du 26 au 27 janvier 1984, Jean-Claude Devillers quitta définitivement la station d'élevage de Poindah. Auguste Poadja jeta lui aussi l'éponge et revendit ses terrains : « le 3 juin 1983, l'acte de vente fut signé entre le grand chef et l'Office foncier. Les tribus de Néami et Netchaot se partagèrent les 394 hectares de collines à niaoulis » (Guiart 2001:154). Il abandonna toutes ses activités d'élevage, ce qui scella la disparition de la Société civile d'élevage de Poindah :

Les occupations des terres, c'est malheureux à dire mais c'est comme ça, c'est vrai, c'est comme ça que je perds mes affaires.... Ils ont commencé les occupations des terres en 1981. En 1984, j'ai abandonné tout. Je peux plus y aller, parce qu'ils sont aux alentours de moi. Moi, je suis ici [à Poindah]. Même si je suis là-haut, les mecs, ils coupent les barrières, ils tuent le bétail, ils brûlent les parcelles. Je pouvais pas être à l'aise, j'ai abandonné tout. [Entretien avec Auguste Poadja, tribu de Poindah, 20 mai 2003]

Incidences « coutumières » du conflit

Tandis que Jean-Claude Devillers s'installait à proximité de Nouméa, Auguste Poadja continua à vivre à Poindah. Pour lui, le conflit de 1982–1984 n'avait pas seulement eu des incidences foncières et économiques, mais s'était aussi répercuté sur sa fonction de grand chef. Ainsi, dans le courrier du Conseil des anciens de Néami publié par les *Nouvelles Calédoniennes* le 15 février 1982, les autorités de la tribu justifiaient la revendication des terrains du grand chef en renvoyant aux « maîtres de la terre », installés selon elles à Néami :

Ce terrain est revendiqué par la tribu de Néami, dont les clans sont maîtres de la terre à cet endroit. Nous revendiquons cette action comme une action politique, fait par la tribu dans le cadre de la récupération de nos terres claniques. [*Les Nouvelles Calédoniennes*, 15 février 1982]

Cette affirmation ne fait pas l'objet d'un consensus. En effet, dans les récits généalogiques et historiques qu'il a délivrés à Alban Bensa (Bensa et Goromido 2005:68–69), Auguste Poadja a toujours pris grand soin de rattacher la famille Poadja et le clan Görötû à cette zone spécifique. Or il n'y a pas de membre du clan Görötû domicilié dans la tribu de Néami. C'est donc à la lumière de cette version particulière de l'histoire locale, divergente de celle portée par les habitants de Néami, qu'Auguste Poadja déniait la légitimité clanique de la revendication de ses terrains privés. *Les Nouvelles Calédoniennes* du 2 février 1984 suggéraient à ce sujet une contre-attaque originale du grand chef vis-à-vis des terrains de la haute vallée de la Koné qu'il avait dû rétrocéder :

Selon certains, la propriété de la Société d'élevage ainsi qu'une partie de celle gérée précédemment par Jean-Claude Devillers appartiendrait au clan Poadja! C'est ainsi que le grand chef va revendiquer les terres que vient de lui reprendre l'Office foncier. [*Les Nouvelles Calédoniennes*, 2 février 1984]

Inversement, c'est parce qu'ils considéraient qu'Auguste Poadja n'était pas habilité à poser des interdictions sur des terrains qui ne lui revenaient pas « coutumièrement », que les indépendantistes de la Chaîne passèrent outre les « tabous » placés en novembre 1982 sur la propriété Devillers par le grand chef¹². Ce point témoigne de l'imbrication des logiques coutumières—renvoyant à l'histoire ancienne des déplacements et des rapports de force entre clans, mais aussi au monde de l'invisible—aux logiques partisans contemporaines à l'œuvre dans le cadre des revendications foncières. De façon plus générale, le combat politique du moment était articulé aux références sociales spécifiques au monde kanak, notamment dans le rapport à l'espace ou au niveau des relations entre groupes lignagers. Les propos suivants d'Auguste Poadja témoignent de la même façon d'un phénomène d'instrumentalisation politique des relations sociales entre groupes lignagers :

Moi, j'ai ma religion, mon parti politique. Les gars qui sont pas avec moi pour la religion, mais quand ils ont les coutumes à faire, ils viennent me voir. Je leur ai dit : comment ça se fait, vous venez me voir, mais vous avez pas voté pour moi, pour la politique. Vous avez voté pour les autres. Allez chercher les gars pour qui vous avez voté, et puis comme ça ils vont s'occuper de vos coutumes. [Entretien avec Auguste Poadja, tribu de Poindah, 10 novembre 2002]

Dans l'autre sens, les indépendantistes n'hésitèrent pas non plus à attaquer la famille du grand chef sur le terrain coutumier, comme l'évoque Gérard Poadja, fils d'Auguste :

Pour moi, les « événements » ça a été une période difficile, parce qu'on a confondu la politique et la coutume au niveau du FLNKS. Moi je suis toujours resté à Poindah, mais j'ai été menacé, parce que j'étais toujours derrière le vieux [son père]. On a subi des dégradations pas seulement sur l'exploitation, pour le bétail, mais aussi dans nos champs d'ignames, alors que c'est très respectable chez les Kanak. Mon champ, il a été détruit au sabre, juste avant la récolte. [Entretien avec Gérard Poadja, Koné, 16 juin 2004]

Ces éléments soulignent assez clairement que les discours kanak contemporains courants qui opposent généralement la « coutume » à la « politique », constituent plus un artifice rhétorique qu'une réalité pratique. Les affrontements évoqués ici entre les indépendantistes et la famille Poadja ne constituent pas une rupture de ce point de vue, mais s'inscrivent au contraire dans la continuité des formes plurielles des logiques politiques kanak déployées à long terme. Aux registres clivés des discours—la politique, la coutume, la religion—s'articulent des pratiques beaucoup plus ambiguës renvoyant à des rapports de force concrets traversant diverses scènes sociales. Les répercussions coutumières de ce conflit partisan furent portées à leur paroxysme lorsque fut frontalement contestée l'autorité d'Auguste Poadja en tant que grand chef. Voici comment René Guiart raconte cet épisode :

Vendredi 17 juin 1983... Cette fois-ci, le grand chef Poadja est parti passer le week-end ailleurs. Il ne représente plus rien, toutes les tribus de Koné et les deux de Pouembout lui ont enlevé toutes ses fonctions coutumières. [Guiart 2001:169]

Un démenti formel à cette tentative de destitution fut apporté en février 1984 dans l'article intitulé « Le grand chef Poadja est toujours en place », paru dans le journal local :

Auguste Poadja est toujours grand chef du district de Poindah à Koné. Le bruit avait couru qu'il était destitué et que le Haut-commissariat était même près à parapher cette décision. En fait il aurait été destitué par le Comité de revendication des terres de la région de Koné qui a à sa tête, comme chacun le sait, un certain Augustin Wabéalo dit Fessard, inséparable de René Guiart. Sur le plan coutumier, un Comité de revendication des terres n'est pas reconnu, d'ailleurs il n'existe pas dans les structures traditionnelles. Il n'est donc pas représentatif et ses décisions n'ont aucune valeur. [*Les Nouvelles Calédoniennes*, 2 février 1984]

Sur la même page, Jeannine Bouteille, la secrétaire de l'association Fraternité Calédonienne présidée par Auguste Poadja, faisait paraître une lettre « signée par les Grandes Chefferies coutumières du territoire » pour défendre le grand chef. Parmi les arguments utilisés, la question des relations entre les clans de la région de Koné était mise en avant pour disqualifier les opposants d'Auguste Poadja : « Nous sommes d'autant plus outrés quand une telle action est menée par des clans ancestralement étrangers à la région, recueillis autrefois coutumièrement et charitablement par la grande chefferie de Poindah » (*Les Nouvelles Calédoniennes*, 2 février 1984).

Finalement, comme pour l'ensemble du conflit entre indépendantistes et loyalistes en Nouvelle-Calédonie, les Accords de Matignon signés en juin 1988 firent cesser les fortes turbulences politiques et coutumières qui avaient agité le district de Poindah dans les années 1980. Auguste Poadja demeura à la tête de la grande chefferie jusqu'en 1996, date à laquelle il décida volontairement de passer la main à son fils aîné en raison de son âge avancé. Il mourut neuf ans plus tard, en 2005.

Conclusion : Kanak et loyaliste

La trajectoire d'Auguste Poadja offre des clés singulières pour comprendre le phénomène du loyalisme politique kanak en Nouvelle-Calédonie. Comme éleveur, mais aussi en tant que grand chef et responsable militant de l'UC à partir de 1963, il promouvait pour le district de Poindah un projet politique et économique symbolisé par la Société civile d'élevage de Poindah—bien avant le RPCR ou Fraternité Calédonienne. En accord avec le réformisme de l'UC des années 1950–1960, ses projets de développement consistaient à reproduire le modèle économique européen dominant de la colonisation pastorale, mais au profit des habitants des tribus. Pour Auguste Poadja, cette idéologie coloniale de « mise en valeur » et de « développement » par le « travail au bétail », longuement incorporée au contact des éleveurs, se trouvait au fondement de son ethos de stockman; dans les années 1970, elle le poussa à condamner le principe même des revendications foncières menées par les indépendantistes, qu'il percevait comme un changement inacceptable des règles du jeu colonial auxquelles il s'était scrupuleusement conformé pour établir son domaine d'élevage.

L'opposition d'Auguste Poadja et de ses soutiens aux partisans de l'indépendance ne renvoyait pas seulement aux questions foncières, mais aussi à des rivalités locales spécifiques entre clans et entre tribus. Sur la scène politique étaient importés et recomposés des soli-

darités intra-familiales, des alliances inter-claniques, des arguments « coutumiers » autour des terres et des chefferies, des litiges fonciers et des conflits religieux (Trépiéd 2010:165–194), suscitant chez les individus concernés des contradictions plus ou moins tenables dans le contexte des « événements ». C'est à la lumière de ces multiples rationalités qu'il est possible de comprendre l'adhésion des Görötû et des Nädù de Poindah à l'orientation loyaliste d'Auguste Poadja.

Il paraît important d'insister, au bout du compte, sur la non-spécificité de ces façons de faire de la politique en milieu kanak. Les formulations des clivages politiques à Poindah, à Koné et en Nouvelle-Calédonie ont bien une particularité directement liée au passé colonial et aux formes spécifiques de l'organisation sociale kanak; en revanche, les mécanismes sociaux d'affiliation partisane eux-mêmes ne paraissent pas typiques, finalement, d'une altérité culturelle incommensurable. Ce n'est pas tant l'objet d'étude que le regard porté sur lui et l'échelle d'analyse qui font apparaître ici des lignes de fractures originales et inattendues : dans ce cas, « le choix d'une échelle particulière d'observation produit des effets de connaissance » (Revel 1996:19). Les stratégies de connaissance produites grâce au « principe de la variation » dans la théorie des « jeux d'échelles » posent néanmoins question : si l'utilisation de différentes échelles d'analyse permet bien de mettre au jour plusieurs logiques du vote loyaliste kanak qui se superposent, en revanche elle ne fournit pas d'outil pour comprendre comment ces logiques sont articulées entre elles. Cette limite souligne tout l'intérêt que revêtirait une analyse centrée à la fois sur les hétérogénéités locales des manifestations kanak de soutien au RPCR, et sur le processus socio-politique de médiation et d'homogénéisation au fondement de la catégorie générique de « Kanak loyaliste ».

Benoît Trépiéd, Chargé de recherche au CNRS, Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS), UMR 8156 CNRS—U997 Inserm—EHESS—Université Paris 13, 190 avenue de France, 75013 Paris, France. Courriel : benoit.trepied@ehess.fr.

Notes

- 1 Le terme « vieux » est utilisé localement comme une marque de respect. La Nouvelle-Calédonie est devenue une colonie française en 1853, avant d'accéder au statut de Territoire d'outre-mer (TOM) en 1946. Elle demeure aujourd'hui encore sous souveraineté française.
- 2 Archives de Nouvelle-Calédonie (désormais ANC) 107 W 1647, résultats électoraux par bureau de vote, commune de Koné.

- 3 Dans une logique segmentaire, un « clan » kanak se définit comme un rassemblement de plusieurs « lignages » ou « familles » se reconnaissant un ancêtre commun.
- 4 Anglicisme importé par les éleveurs venus d'Australie au XIX^e siècle, utilisé pour désigner les propriétés agricoles et pastorales.
- 5 Il comptabilisait aussi dans ce total les terrains acquis par son fils aîné.
- 6 Entrevue avec Auguste Poadja : « Quand des Grands Chefs sont interviewés pour un hebdomadaire métropolitain ».
- 7 *Les Nouvelles Calédoniennes*, 2, 5 et 15 avril 1982.
- 8 *Les Nouvelles Calédoniennes*, 28 avril 1982, « Le grand chef Poadja président de Fraternité Calédonienne ».
- 9 *Les Nouvelles Calédoniennes*, 15 novembre 1982.
- 10 Selon René Guiart (2001:141), ce dispositif représente un interdit coutumier pour empêcher l'accès à un lieu, sous peine de sanctions surnaturelles.
- 11 Lettre du Conseil des anciens de Néami, cité dans *Les Nouvelles Calédoniennes*, 15 janvier 1984.
- 12 Selon René Guiart (2001:141), « ce symbole [le tabou placé sur la propriété Devillers] n'a de valeur que posé par le maître traditionnel du sol, ce qui n'était pas le cas ».

Références

- Bensa, Alban, and Antoine Goromido
 2005 Histoire d'une chefferie kanak: le pays de Koohné (Nouvelle-Calédonie). Paris: Karthala.
- Bensa, Alban, and Jean-Claude Rivierre
 1994 Les filles du Rocher Até. Contes et récits paici. Paris: Geuthner-ADCK.
- Berman, Bruce, and John Lonsdale
 1992 Unhappy Valley. Conflict in Kenya and Africa. London: James Currey.
- Blévis, Laure
 2003 La citoyenneté française au miroir de la colonisation : étude des demandes de naturalisation des « sujets français » en Algérie coloniale. Genèses 53:25–47.
- Bourdieu, Pierre
 2000 Esquisse d'une théorie de la pratique. Précédé de trois études d'ethnologie kabyle. Paris: Éditions du Seuil.
- Colonna, Fanny
 1975 Instituteurs algériens, 1839–1939. Paris: Presses de la FNSP.
- Comaroff, Jean, and John Comaroff
 1991 et 1997 Of Revelation and Revolution. Christianity, Colonialism, and the History of Consciousness in South Africa. Chicago: University of Chicago Press, 2 vol. <http://dx.doi.org/10.7208/chicago/9780226114477.001.0001>
- Cooper, Frederick
 1999 Divergences et convergences: vers une relecture de l'histoire coloniale africaine. In *L'historiographie indienne en débat. Colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*. Mamadou Diouf, dir. Pp. 423–482. Paris: Karthala-Sephis.
- Demmer, Christine
 2002 Les héritiers d'Eloi Machoro (1941–1985). Une génération nationaliste au pouvoir à Amââ et Kûöö, villages de Xârâcùù (Canala), Nouvelle-Calédonie. Thèse de doctorat en anthropologie. Paris: EHESS.
- Dornoy, Myriam
 1984 Politics in New Caledonia. Sydney: Sydney University Press.
- Fanon, Frantz
 1952 Peau noire, masques blancs. Paris: Éditions du Seuil.
- Freyss, Jean
 1995 Economie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie. Paris: Presses universitaires de France.
- Guiart, Jean
 1963 Structure de la chefferie en Mélanésie du Sud. Paris: Musée de l'Homme.
- Guiart, René
 2001 Le Feu sous la marmite. Nouméa: Le Rocher à la Voile.
- Iverson, Peter
 1997 When Indians Became Cowboys: Native People and Cattle Ranching in the American West. Norman: University of Oklahoma Press.
- Leblic, Isabelle
 1993 Les Kanak face au développement: la voie étroite. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble-ADCK.
- Mann, Gregory
 2006 Native Sons. West African Veterans and France in the Twentieth Century. Durham: Duke University Press.
- McGrath, Ann
 1987 Born In the Cattle. Aborigines in Cattle Country. Sydney: Allen & Unwin.
- Mokaddem, Hamid
 2010 Anthropologie politique de la Nouvelle-Calédonie contemporaine. Constitution et médiation des espaces publics insulaires. Thèse de doctorat en anthropologie. Paris: EHESS.
- Muckle, Adrian
 2012 Specters of Violence in a Colonial Context. New Caledonia, 1917. Honolulu: University of Hawaii Press.
- Muckle, Adrian, and Benoît Trépied
 2010 In the Long 'Run': Kanak Stockmen, the Cattle Frontier and Colonial Power Relations in New Caledonia. *Oceania* 80(2):198–215. <http://dx.doi.org/10.1002/j.1834-4461.2010.tb00080.x>.
- Naepels, Michel
 2013 Conjurer la guerre. Violence et pouvoir à Houailou (Nouvelle-Calédonie). Paris: Éditions de l'EHESS.
- Passeron, Jean-Claude, et Jacques Revel, dir.
 2005 Penser par cas. Paris: Éditions de l'EHESS.
- Revel, Jacques, dir.
 1996 Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience. Paris: Éditions Gallimard-Le Seuil.
- Saada, Emmanuelle
 2007 Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français, entre citoyenneté et sujétion. Paris: La Découverte.
- Sahlins, Marshall
 1989 Des îles dans l'histoire. Paris: Éditions Gallimard-Le Seuil.
- Saïd, Edward
 1980 L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident. Paris: Éditions du Seuil.

- Saussol, Alain
1979 *L'Héritage. Essai sur le problème foncier mélanésien.* Paris: Musée de l'Homme-Société des océanistes.
- Sayad, Abdelmalek
1999 *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré.* Paris: Éditions du Seuil-Liber.
- Soriano, Eric
2001 *Une trajectoire du politique en Mélanésie. Construction identitaire et formation d'un personnel politique. L'exemple Kanak de Nouvelle-Calédonie (1946–1999).* Thèse de doctorat en science politique, Montpellier: Université Montpellier 1.
- Thomas, Nicholas
1997 *In Oceania. Visions, Artefacts, Histories.* Durham: Duke University Press.
- 1998 *Hors du temps. Histoire et évolutionnisme dans le discours anthropologique.* Paris: Belin.
- Tjibaou, Jean-Marie
1996 *La présence Kanak.* Paris: Éditions Odile Jacob.
- Trépiéd, Benoît
2010 *Une mairie dans la France coloniale.* Koné, Nouvelle-Calédonie. Paris: Karthala, Recherches Internationales.
2011 *Des conduites d'eau pour les tribus: action municipale, colonisation et citoyenneté en Nouvelle-Calédonie.* *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 58(4):93–120.
-